

2

Partie

Présentation de l'Autorité

Présentation de l'Autorité

Partie 2

1.	Les missions	57
2.	L'organisation	59
	A. Le Collège	59
	B. L'organigramme	62
3.	Le fonctionnement	65
	A. Les indicateurs de l'activité de l'Autorité	65
	B. Les moyens de l'Autorité	72
	C. Les instances de contrôle de l'Autorité, les relations avec les pouvoirs publics et les autres autorités administratives indépendantes	76
	D. La transparence et la concertation avec les acteurs	81

CHAPITRE 1

Les missions

Partie

2

L'ARCEP est une autorité administrative indépendante créée le 5 janvier 1997, sous le nom d'Autorité de régulation des télécommunications (ART)¹, pour accompagner l'ouverture à la concurrence du secteur des télécommunications, et pour réguler les marchés correspondants.

1 - Cf. loi n°96-659 de réglementation des télécommunications du 26 juillet 1996, JO du 27 juillet 1996.

La loi du 9 juillet 2004² a fait évoluer le cadre réglementaire concernant les communications électroniques en transposant les directives européennes de 2002. Ce nouveau cadre a permis de prolonger – et d'étendre ou d'alléger dans certains cas – les actions de l'Autorité selon des modalités d'intervention plus appropriées, plus souples et plus efficaces.

2 - Cf. loi n°2004-669 du 9 juillet 2004 sur les communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle, JO du 10 juillet 2004.

Dans ce secteur d'activité, le rôle essentiel de l'Autorité est de veiller à l'exercice d'une concurrence effective et loyale au bénéfice des consommateurs sur le marché des communications électroniques.

Le principal outil dont dispose l'Autorité est celui des analyses de marché. Il consiste à définir les marchés pertinents, à désigner les opérateurs puissants et à définir les obligations spécifiques leur incombant, en général sur les marchés de gros – c'est-à-dire les marchés sur lesquels les opérateurs se facturent des prestations entre eux –, pour résoudre les problèmes concurrentiels identifiés. Il s'agit du mode classique de régulation, dite "asymétrique" parce qu'elle ne s'impose pas uniformément à tous les opérateurs présents sur le marché concerné.

L'Autorité a également la faculté de fixer, dans le cadre délimité par la loi, des obligations générales qui s'appliquent à tous les opérateurs, sous réserve qu'elles soient homologuées par le ministre en charge des télécommunications. C'est le principe de la régulation dite "symétrique", qui s'impose de la même manière à chaque opérateur sur le marché, à l'exemple de la portabilité mobile (conservation du numéro lors du passage d'un opérateur mobile à un autre).

L'Autorité dispose en outre d'un pouvoir de sanction à l'encontre des opérateurs ne remplissant pas leurs obligations, et d'une faculté d'intervention pour régler les différends entre opérateurs en matière d'accès au réseau (conditions techniques et tarifaires).

3 - Cf. *infra*.

L'attribution des ressources en fréquences et en numérotation est une autre mission essentielle de l'Autorité³. En effet, les opérateurs ont besoin de ces ressources, qualifiées de rares parce que naturellement limitées, pour mener à bien leurs activités. C'est à l'Autorité qu'en a été confiée la gestion.

Enfin, l'Autorité détermine les montants des contributions au financement des obligations de service universel, défini par la loi de 1996, et assure la surveillance des mécanismes de ce financement.

4 - Cf. loi n°2005-516
du 20 mai 2005 relative
à la régulation
des activités postales,
- JO du 21 mai 2005.

En 2005, la loi de régulation postale⁴ a étendu les responsabilités de l'Autorité, devenue à cette occasion l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP), en lui ajoutant la mission de veiller à l'ouverture et au bon fonctionnement du marché postal :

- ◆ en délivrant les autorisations d'exercer une activité postale ;
- ◆ en émettant des avis rendus publics sur les tarifs et les objectifs de qualité du service universel ;
- ◆ en approuvant les tarifs du secteur réservé.

Les dispositions législatives encadrant le statut et le rôle de l'ARCEP sont rassemblées dans le code des postes et des communications électroniques (CPCE).

CHAPITRE 2

Partie

L'organisation

A. Le Collège

L'Autorité se compose d'un Collège de sept membres. Trois d'entre eux sont nommés par le président de la République; les quatre autres sont désignés par le président de l'Assemblée nationale et par le président du Sénat.

Le Collège en mai 2009



*Au premier rang, de gauche à droite :
Joëlle Toledano, Jean-Ludovic Silicani (président), Edouard Bridoux.
Au deuxième rang, de gauche à droite :
Denis Rapone, Nicolas Curien, Daniel-Georges Courtois, Patrick Raude.*

Le président de l'Autorité est nommé par le président de la République, sur proposition du Premier ministre. Depuis la loi du 5 mars 2007 relative à la télévision du futur¹, cette nomination intervient après avis des commissions parlementaires.

Les membres du Collège ne sont pas révocables, leur mandat de six ans n'est pas renouvelable et leur fonction est incompatible avec toute autre activité professionnelle, mandat national ou emploi public.

¹ - Loi n°2007-309
du 5 mars 2007 relative
à la modernisation de
la diffusion audiovisuelle
et à la télévision du futur,
JO du 7 mars 2007.

Trois membres du Collège ont été nommés par décret du président de la République :

- ◆ en qualité de président, Jean-Ludovic Silicani ;
- ◆ en qualité de membres, Edouard Bridoux et Patrick Raude.

Deux membres du Collège ont été nommés par le président du Sénat :

- ◆ en qualité de membres, Nicolas Curien et Denis Rapone.

Deux membres du Collège ont été nommés par le président de l'Assemblée nationale :

- ◆ en qualité de membres, Daniel-Georges Courtois et Joëlle Toledano.

Fin 2008, Paul Champsaur, président, et Gabrielle Gauthey, membre du Collège, ont quitté l'Autorité au terme de leur mandat de six ans. Ils ont été remplacés respectivement par Jean-Claude Mallet et Daniel-Georges Courtois.

Pour des raisons strictement personnelles et de santé, Jean-Claude Mallet a remis sa démission au président de la République le 29 avril 2009.

2 - Conformément à l'article L.130 du code des postes et des communications électroniques.

Après avis² favorable des commissions parlementaires compétentes, Jean-Ludovic Silicani a été nommé président de l'Autorité par décret du président de la République en date du 8 mai 2009.



Jean-Claude Mallet,
président de l'ARCEP
de janvier à mai 2009.



Jean-Ludovic Silicani,
président de l'ARCEP
depuis le 8 mai 2009.

Une charte de déontologie pour les membres du Collège de l'ARCEP

L'ARCEP est une autorité administrative indépendante tant à l'égard des pouvoirs politiques que des acteurs économiques et sociaux. Cela se traduit pour les membres de l'Autorité, pendant et après la durée de leurs fonctions, par le respect, d'une part, des exigences déontologiques s'appliquant à tous les agents publics et, d'autre part, d'obligations particulières, propres à l'exercice de ces fonctions.

L'ARCEP a adopté une charte de déontologie qui rappelle les principes déontologiques s'appliquant à chacun de ces deux volets.

Les règles déontologiques qui s'appliquent à tout agent public sont les suivantes :

- ◆ le respect du secret professionnel ;
- ◆ l'obligation de discrétion, tout particulièrement pendant la durée des procédures de règlements de différends et des procédures de sanctions pour répondre à l'exigence d'impartialité qui s'impose aux membres de l'ARCEP ;
- ◆ le devoir de réserve, qui impose que toute expression publique doive être notifiée au président de l'Autorité afin qu'il s'assure qu'aucune position engageant l'ARCEP ne soit prise en contradiction avec celle de l'institution ;
- ◆ le déport, lorsqu'un membre de l'Autorité estime en conscience, au regard des principes d'impartialité et d'indépendance, qu'il ne peut prendre part aux délibérations sur un des sujets inscrits à l'ordre du jour ;
- ◆ l'interdiction de la prise illégale d'intérêts, comme stipulé par la loi du 13 juillet 1983 interdisant aux fonctionnaires de *“prendre, par eux-mêmes ou par personne interposée, dans une entreprise soumise au contrôle de l'administration à laquelle ils appartiennent ou en relation avec cette dernière, des intérêts de nature à compromettre leur indépendance”*.

La charte de déontologie prévoit des dispositions particulières aux membres de l'ARCEP :

- ◆ l'interdiction de la prise, directe ou indirecte, d'intérêts dans les entreprises du secteur postal ou des secteurs des communications électroniques, de l'audiovisuel ou de l'informatique ;
- ◆ l'incompatibilité avec tout mandat national ainsi que toute activité professionnelle et tout autre emploi public ;
- ◆ l'interdiction d'être membre de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques (CSSPPCE).

Les anciens membres de l'Autorité doivent recueillir l'avis de la commission de déontologie s'ils souhaitent exercer une activité dans le secteur privé, alors qu'ils ont quitté l'ARCEP depuis moins de trois ans.

B. L'organigramme

au 1^{er} juin 2009

Relations institutionnelles

Patricia LEWIN

Synthèse et prospective

Nicolas POTIER

Ressources humaines, administration et finances

Ressources humaines et moyens de l'ARCEP, documentation, Intranet.

Claire BERNARD

Adjointe : Elisabeth CHEHU-BEIS

Affaires juridiques

Aspects juridiques de l'activité de l'ARCEP, sécurité juridique des décisions.

Joëlle ADDA

Adjoint : Loïc TAILLANTER

Affaires européennes et internationales

Action européenne et internationale de l'ARCEP.

Anne LENFANT

Adjoint : Joël VOISIN-RATELLE

Economie et prospective

Coordination des analyses économiques. Service et annuaire universels. Observatoires et études externes. Prospective.

Isabelle KABLA-LANGLOIS

Adjoint : Nicolas DEFFIEUX

Ressources humaines et relations sociales

Catherine AUTIER

Programmation, budget et contrôle de gestion

Bernard THOUVIGNON

Systèmes d'information et affaires générales

Pierre-Jean DARMANIN

Documentation

Elisabeth CHEHU-BEIS

Procédures, fréquences, audiovisuel, interconnexion et consommateurs

Loïc TAILLANTER

Nouvelles régulations, nouveaux réseaux, collectivités et Europe

Laurent PERRIN

Affaires européennes

Françoise LAFORGE

Relations internationales

Joël VOISIN-RATELLE

Coordination UIT et normalisation

Marie-Thérèse ALAJOUANINE

Analyses économiques et concurrentielles

Nicolas DEFFIEUX

Economie des réseaux et services

Gaëlle NGUYEN

Observatoire des marchés et études externes

Sylvie DUMARTIN

Collège**Président***Jean-Ludovic SILICANI***Membres***Edouard BRIDOUX**Daniel-Georges COURTOIS**Nicolas CURIEN**Denis RAPONE**Patrick RAUDE**Joëlle TOLEDANO***Mission communication***Jean-François HERNANDEZ**Adjointe : Ingrid APPENZELER***Direction générale****Directeur général***Philippe DISTLER***Directeurs généraux adjoints***François LIONS**Benoît LOUTREL***Mission relations****avec les consommateurs***Stéphane KUNA***Directions****Régulation postale**

Régulation des activités postales relatives au courrier : délivrance d'autorisations aux opérateurs, contrôle du service universel, contrôle comptable et tarifaire de l'opérateur en charge de l'opérateur en charge du service universel.

*Guillaume LACROIX***Service universel postal et autorisations***Catherine GALLET-RYBAK***Contrôle tarifaire et comptable***Emmanuel ROUX***Opérateurs et régulation des ressources rares**

Relations avec les opérateurs. Délivrance et suivi des licences. Conception et mise en œuvre des appels à candidatures. Gestion des ressources rares (fréquences et numéros).

*Jérôme ROUSSEAU**Adjointe : Sandrine CARDINAL***Opérateurs et planification des ressources***Anne HUGUET***Opérateurs mobiles***Rémi STEFANINI***Fréquences***Sandrine CARDINAL***Numérotation***Jacques LOUESDON***Collectivités et régulation des marchés haut débit**

Régulation des marchés de gros et de détail des réseaux et services haut débit et de la radiodiffusion. Suivi des relations avec les collectivités territoriales au titre de l'aménagement numérique du territoire.

*Sébastien SORIANO**Adjoint : Renaud CHAPELLE***Collectivités territoriales***Renaud CHAPELLE***FTTx et dégroupage***Bertrand VANDEPUTTE***Bitstream et diffusion audiovisuelle***Igor PRIMAULT***Régulation des marchés fixe et mobile**

Régulation des marchés des services fixes et mobiles. Régulation tarifaire et portabilité.

*Benoît LOUTREL***Marché fixe***Christophe COUSIN***Marché mobile***Clémentine PESRET*

CHAPITRE 3

Partie

Le fonctionnement

A. Les indicateurs de l'activité de l'Autorité

1. Les avis et décisions

L'essentiel de l'activité de l'ARCEP se matérialise sous la forme de décisions et d'avis pris par le Collège. Conformément à la règle du *quorum*, le Collège ne peut prendre une décision que si au moins cinq membres sur sept sont présents lors des délibérations.

En 2008, le Collège a adopté 1 457 avis et décisions¹.

¹ - Sur ce total,
10 décisions ont été
annulées par la suite.

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Avis et décisions adoptés	458	1 047	1 159	1 365	1 299	1 200	1 340	1 126	1 160	1 287	1 114	1 457

Source : ARCEP.

1.1 Les avis

L'Autorité est consultée pour avis sur les projets de loi, de décret ou de règlement relatifs au secteur postal ou à celui des communications électroniques. Elle peut également donner des avis au Conseil de la concurrence lorsqu'elle est saisie².

² - Art. L.5-8 et
L. 36-10 du CPCE.

L'ARCEP a rendu 66 avis en 2008, dont :

- ◆ 21 avis sur des projets de lois, de décrets et d'arrêtés ;
- ◆ 15 avis donnés au Conseil de la concurrence ;
- ◆ 4 avis sur des décisions tarifaires de La Poste ;
- ◆ 15 avis sur des décisions tarifaires de France Télécom ;
- ◆ 11 avis sur des demandes diverses.

1.2 Les décisions

En 2008, l'Autorité a adopté 1391 décisions, dont :

- ◆ 277 décisions concernent les ressources en numérotation, dont 1 décision de portée générale;
- ◆ 1 012 décisions concernent les ressources en fréquences, dont 10 décisions de portée générale;
- ◆ 2 portent sur les autorisations postales;
- ◆ 7 sont relatives à des règlements de différends;
- ◆ 93 décisions portent sur des demandes diverses.

Par ailleurs, 12 procédures de sanction ont été ouvertes en 2008.

Il convient de noter que plus de la moitié des décisions adoptées concernent l'attribution de ressources aux opérateurs, que ce soit en numérotation ou en fréquences; cette activité constitue une part importante de l'activité du régulateur dans le domaine des communications électroniques.

2. Les opérateurs autorisés

2.1 Les opérateurs de communications électroniques

Le régime déclaratif

3 - Loi n° 2004-669 du 9 juillet 2004 relative aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle, JO du 10 juillet 2004.

La loi du 9 juillet 2004³ a modifié considérablement le cadre réglementaire applicable en France, non seulement du point de vue du régime d'autorisation lui-même mais également en ce qui concerne le périmètre des acteurs soumis à déclaration.

Ainsi, l'article L.33-1 du CPCE dispose que l'établissement et l'exploitation des réseaux ouverts au public et la fourniture au public des services de communications électroniques sont libres, sous réserve d'une déclaration préalable auprès de l'Autorité.

Le régime d'encadrement préalable de la liberté d'exercice des activités de télécommunications (autorisation) a donc cédé la place à un régime où la liberté s'exerce immédiatement sur simple déclaration.

Toutefois, le régime d'autorisation est maintenu en ce qui concerne l'utilisation de ressources rares (fréquences et numéros).

4 - La liste complète des opérateurs télécoms déclarés auprès de l'ARCEP est disponible sur le site Internet de l'Autorité : www.arcep.fr.

Au 31 décembre 2008, l'ARCEP recensait 823 opérateurs déclarés⁴ : 793 opérateurs fixes et 30 opérateurs mobiles, dont 8 opérateurs à la fois fixes et mobiles.

Fin 2008, 8 des opérateurs mobiles déclarés l'étaient pour l'outre-mer et 14 étaient des opérateurs mobiles virtuels (MVNO).

C'est au total 103 nouveaux opérateurs qui se sont déclarés en 2008.

Au cours de l'année, 49 opérateurs fixes ont déclaré mettre fin à leur activité : 17 d'entre eux fournissaient un service téléphonique.

2.2 Les opérateurs postaux

En 2008, l'ARCEP a délivré 2 autorisations postales.

Au total, la France compte 21 opérateurs postaux autorisés en mars 2009. Deux d'entre eux ont une autorisation leur permettant d'exercer une activité à l'échelle nationale : La Poste et Adrexo.

Toutefois, le groupe Spir Communication, maison mère d'Adrexo, a annoncé début 2008 l'arrêt de son activité dans le secteur postal, compte tenu du délai supplémentaire de deux ans (1^{er} janvier 2011 au lieu du 1^{er} janvier 2009) décidé par le Parlement européen et le Conseil pour l'ouverture totale du secteur à la concurrence⁵.

Par ailleurs, l'année 2008 a été marquée par la disparition de la société Activ' Courrier.

5 - Dans les faits, Adrexo poursuit toujours une activité postale résiduelle à travers son offre "Combimail", justifiant le maintien de son autorisation postale.

Les autorisations postales délivrées par l'ARCEP au 5 mars 2009

Nom de l'entreprise	Date de l'autorisation	Activité autorisée	Marque / logo
Adrexo	13 juin 2006	correspondance intérieure	
Alternative Post	19 avril 2007	correspondance intérieure	
Althus	7 septembre 2006	correspondance intérieure	
Brunet	9 octobre 2008	correspondance intérieure	
Ciblex	10 juin 2008	correspondance intérieure	
Courrier Plus	2 octobre 2007	correspondance intérieure	
Courrier Services 03	28 juin 2007	correspondance intérieure	
De Post-La Poste (Belgique)	5 décembre 2006	correspondance transfrontalière sortante	
Deutsche Post AG	29 juin 2006	correspondance transfrontalière sortante	
Deutsche Post Global Mail France	15 mars 2007	correspondance transfrontalière sortante	
DHL Express France SAS	25 octobre 2007	correspondance transfrontalière sortante	
G3 Worldwide France	5 décembre 2006	correspondance transfrontalière sortante	
IMX France	22 juin 2006	correspondance transfrontalière sortante	
JS Activ'	19 avril 2007	correspondance intérieure	
La Poste (France)	26 octobre 2006	correspondance intérieure et correspondance transfrontalière sortante	
LET France routage	25 octobre 2007	correspondance intérieure et correspondance transfrontalière sortante	
Press'tissimo	31 mai 2007	correspondance intérieure	
ProCourrier	28 juin 2007	correspondance intérieure	
Royal Mail	15 mars 2007	correspondance transfrontalière sortante	
Solgeco 26	5 décembre 2006	correspondance intérieure	
Stamper's	7 septembre 2006	correspondance intérieure	
Swiss Post International	7 septembre 2006	correspondance transfrontalière sortante	

3. Le règlement des différends

3.1 Rapports

Le législateur a donné compétence à l'Autorité concernant le règlement des litiges entre opérateurs⁶.

6 - Art. L. 36-8 du CPCE.

L'Autorité peut ainsi être saisie d'une demande de règlement de différend entre opérateurs portant sur les refus d'accès ou d'interconnexion, en cas d'échec des négociations commerciales ou de désaccord sur la conclusion ou l'exécution d'une convention d'interconnexion ou d'accès à un réseau de communications électroniques.

En outre, en cas d'échec des négociations commerciales, l'Autorité peut également être saisie sur des différends relatifs à la mise en œuvre des obligations des opérateurs prévues par le code et notamment celles portant sur :

- ◆ les possibilités et les conditions d'une utilisation partagée des installations existantes situées sur le domaine public ou sur une propriété privée ;
- ◆ les conditions techniques et financières de la fourniture des listes d'abonnés pour l'édition d'un annuaire universel ;
- ◆ les conditions techniques et tarifaires d'exercice d'une activité d'opérateur de communications électroniques ou d'établissement, de mise à disposition ou de partage des réseaux et infrastructures de communications électroniques par les collectivités territoriales ;
- ◆ la conclusion ou l'exécution de la convention d'itinérance locale.

L'Autorité se prononce sur ces litiges dans un délai de quatre mois – voire six mois en cas de circonstances exceptionnelles – après avoir mis les parties à même de présenter leurs observations. Les décisions de l'Autorité sont motivées et sont rendues publiques, sous réserve des secrets protégés par la loi, et sont notifiées aux parties. Elles peuvent faire l'objet d'un recours en annulation ou réformation devant la cour d'appel de Paris dans un délai d'un mois à compter de leur notification.

3.2 Les décisions adoptées en 2008

Demandes de règlements de différends pour lesquelles une décision a été rendue en 2008

Date de la demande	Demandeur	Défendeur	Objet du litige	Date de la décision rendue
19 novembre 2007	Neuf Cegetel	France Télécom	Conditions techniques et de tarification des badges d'accès aux sites de France Télécom	décision n° 08-0004 du 8 janvier 2008 (désistement)
1 ^{er} avril 2008	Neuf Cegetel	France Télécom	Conditions tarifaires des câbles de renvoi de la convention d'accès à la boucle locale	décision n° 08-0839 du 24 juillet 2008
5 juin 2008	Prosodie	Free SAS	Conditions de la facturation d'un numéro court	décision n° 08-0897 du 29 juillet 2008 (non-lieu à statuer)
18 juillet 2008	France Télécom	Numericable	Communication des offres d'accès au réseau de Numericable	décision n° 08-1207 du 4 novembre 2008
18 juillet 2008	France Télécom	NC Numericable	Communication des offres d'accès au réseau de NC Numericable	
28 juillet 2008	Intercâble Réunion SAS	France Télécom	Accès aux infrastructures de génie civil de France Télécom	décision n° 08-1365 du 9 décembre 2008
16 octobre 2008	Intercâble Réunion SAS	France Télécom	Mesures conservatoires concernant l'accès aux infrastructures de génie civil de France Télécom	décision n° 08-1208 du 25 novembre 2008

3.3 Analyse des décisions de règlements de différends adoptées en 2008

3.3.1 Le différend entre Neuf Cegetel et France Télécom

Le 24 juillet 2008, l'Autorité s'est prononcée sur un différend opposant Neuf Cegetel et France Télécom⁷.

Neuf Cegetel avait en effet saisi l'ARCEP au sujet de la convention d'accès à la boucle locale de France Télécom, et notamment sur les dispositions relatives aux tarifs de la prestation de câbles de renvoi et aux frais de résiliation des accès.

L'opérateur alternatif avait ainsi demandé à l'Autorité :

- ◆ de supprimer la facturation de son parc de câbles de renvoi installé antérieurement au 1^{er} janvier 2008 et de rembourser le trop-perçu au titre de la différence entre les sommes versées à la date d'exécution de la décision et les coûts réels exposés par elle sur cette même période ;
- ◆ de modifier la convention de dégroupage afin, notamment, de supprimer la facturation à Neuf Cegetel des frais de résiliation des accès, sous certaines réserves.

L'Autorité a décidé qu'à compter du 4 février 2008, France Télécom appliquera aux prestations de câbles de renvoi facturées à Neuf Cegetel les tarifs prévus par l'offre de référence d'accès à la boucle locale publiée le 15 mai 2008.

S'agissant de ses demandes relatives aux frais de résiliation, Neuf Cegetel s'est désisté.

⁷ - Décision de l'ARCEP n° 08-0839 du 24 juillet 2008.

3.3.2 Le différend entre France Télécom et Numericable

Le 4 novembre 2008, l'Autorité s'est prononcée sur le différend opposant les sociétés France Télécom d'une part, et Numericable et NC Numericable⁸ d'autre part, concernant la communication des offres d'accès au réseau du câblo-opérateur⁹.

8 - Bien que la marque du groupe soit désormais baptisée "Numericable", la gestion est encore administrée entre deux sociétés distinctes : Numericable SAS et NC Numericable SA (ex-Noos). L'entreprise est détenue à 100% par le groupe Ypso France.

France Télécom s'était plainte du refus opposé par Numericable et NC Numericable de communiquer les offres d'accès à son réseau qu'elles proposent aux opérateurs, constituant ce faisant une méconnaissance des dispositions de l'article D. 99-10 du CPCE qui enjoint aux opérateurs de communiquer les conditions techniques et tarifaires, ainsi que les informations concernant la disponibilité sur le territoire national de l'offre ou des offres d'accès à leur réseau qu'ils proposent aux autres opérateurs dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires.

L'Autorité a rejeté les demandes de France Télécom.

9 - Décision de l'ARCEP n°08-1207 du 4 novembre 2008.

3.3.3 Le différend entre Intercâble Réunion SAS et France Télécom

Le 9 décembre 2008, l'Autorité s'est prononcée sur le différend opposant les sociétés Intercâble Réunion SAS et France Télécom¹⁰.

10 - Décision de l'ARCEP n°08-1208 du 25 novembre 2008.

Intercâble Réunion avait demandé à l'ARCEP :

11 - Conventions LGC-DPR et LGC-ZAC.

◆ d'imposer à France Télécom de respecter les engagements contractuels pris en exécutant de bonne foi les conventions¹¹ qu'elle a signées avec Intercâble ;

◆ d'enjoindre à France Télécom de proposer des conventions d'accès à son infrastructure de génie civil et à sa boucle locale qui soient adaptées aux besoins d'Intercâble dans des conditions tarifaires et techniques raisonnables et non discriminatoires et d'enjoindre à France Télécom d'adapter ces conventions conformément aux amendements proposés par Intercâble dans son courrier du 30 mai 2008 dans des conditions administratives, tarifaires et techniques équitables, transparentes et non discriminatoires ;

◆ d'enjoindre à France Télécom, conformément aux obligations¹², de transmettre à Intercâble des informations préalables sur l'état de ses infrastructures de génie civil et, le cas échéant, qu'elle procède à la désaturation de son réseau ;

◆ de désigner un expert.

L'Autorité a rejeté la demande d'Intercâble Réunion.

12 - Décision de l'ARCEP n°08-0835 du 24 juillet 2008.

4. Les recours contre les décisions de l'Autorité

Les décisions prises par l'Autorité sont susceptibles de recours devant les juridictions administratives (Conseil d'Etat pour les décisions du Collège ou tribunal administratif pour celles prises, en vertu de leur pouvoir propre, par le président ou le directeur général). Les décisions statuant sur des règlements de différends relèvent, quant à elles, de la cour d'appel de Paris.

En 2008, huit décisions ont fait l'objet d'un recours devant le Conseil d'Etat et vingt devant le tribunal administratif. Deux recours ont été déposés devant la cour d'appel de Paris contre deux décisions de règlements de différends.

Décisions ayant fait l'objet d'un recours auprès du Conseil d'Etat et pour lesquelles un arrêt a été rendu en 2008

Demandeurs	Date du recours	Objet du recours	Objet du litige	Arrêts rendus
La Poste	11 septembre 2007	Décision de l'Autorité n°07-0443 du 15 mai 2007	Recours en annulation de la décision de l'Autorité du 15 mai 2007 relative aux spécifications des systèmes de comptabilisation, en application de l'article L. 5-2, 6° du CPCE et la décision du 11 juillet 2007 rejetant le recours gracieux formé par La Poste.	Arrêt du 7 mai 2008 : rejet
UFC-Que choisir	4 décembre 2007	Décision de l'Autorité n°07-0810 du 4 octobre 2007	Recours en annulation (fond) de la décision du 4 octobre 2007 de l'Autorité relative à la facturation du prix moyen d'une terminaison d'appel mobile.	Arrêt du 19 mai 2008 : rejet
UFC-Que choisir	4 décembre 2007	Décision de l'Autorité n°07-0810 du 4 octobre 2007	Recours en annulation (référé) de la décision du 4 octobre 2007 de l'Autorité relative à la facturation du prix moyen d'une terminaison d'appel mobile.	Ordonnance du 18 janvier 2008

4.1 Le recours de La Poste

Dans son arrêt du 7 mai 2008¹³, le Conseil d'Etat a précisé que la mission de contrôle et de vérification de l'équilibre des conditions de financement du service universel postal confiée à l'ARCEP¹⁴ lui permet de demander à La Poste de communiquer annuellement les informations qui lui sont nécessaires pour apprécier les conditions économiques et financières dans lesquelles La Poste assure le service universel postal.

4.2 Le recours de l'UFC-Que choisir

Dans son arrêt rendu le 19 mai 2008, le Conseil d'Etat a rejeté la demande formée par l' UFC-Que Choisir contre la décision de l'ARCEP du 4 octobre 2007¹⁵ relative à la terminaison d'appel vocal mobile. L'association avait en effet demandé :

- ◆ l'annulation de l'article 25 de la décision de l'Autorité en ce qu'elle aurait fixé des plafonds supérieurs aux coûts encourus par les opérateurs de téléphonie mobile;
- ◆ d'ordonner à l'Autorité de prendre une nouvelle décision, de manière à ce que le plafond de référence soit davantage réduit, aux alentours de 1 c€ par minute, dès 2008 pour tous les opérateurs.

Le Conseil d'Etat, sur l'examen de l'erreur de droit, précise que *"conformément aux dispositions de l'article D. 311 du [CPCE], l'ARCEP pouvait légalement prendre en compte les prix en vigueur sur les marchés comparables à l'étranger; qu'en tenant compte du risque de déséquilibres entre opérateurs européens introduit par des régulations divergentes à l'échelle européenne sur la terminaison d'appel, l'ARCEP n'a pas commis d'erreur de droit"*.

13 - Arrêt du 7 mai 2008
rejetant la demande formée par La Poste contre la décision de l'Autorité n° 07-0443 du 15 mai 2007 relative aux spécifications des systèmes de comptabilisation, prise en application de l'article L. 5-2, 6° du CPCE ainsi que contre la décision du 11 juillet 2007 rejetant son recours gracieux contre cette décision.

14 - Art. L.2, L.5-2 et R.1-1-16 du CPCE.

15 - Décision de l'ARCEP n°07-0810 du 4 octobre 2007.

Sur les niveaux de terminaison d'appel retenus, le Conseil d'Etat en reste au contrôle de l'erreur manifeste d'appréciation.

Sur le grief tiré de ce que les niveaux retenus permettaient nécessairement aux opérateurs d'abuser de leur position dominante, le Conseil d'Etat l'a écarté simplement en considération du système de plafonnement retenu. Il a écarté enfin les griefs de tarifs d'éviction, d'aide d'Etat et de violation du principe d'égalité devant les charges publiques comme n'étant *"pas assortis des précisions permettant d'en apprécier le bien-fondé"*.

B. Les moyens de l'Autorité

1. Les moyens budgétaires

Pour 2008, la dotation budgétaire de l'ARCEP a été fixée par le Parlement à 22,36 millions d'€ d'autorisations d'engagement et 22,16 millions d'€ de crédits de paiement, dont 13,93 millions d'€ pour les dépenses de personnel. Les crédits de fonctionnement sont fixés à 8,43 millions d'€ d'autorisations d'engagement et 8,32 millions d'€ de crédits de paiement. L'Autorité n'a pas bénéficié de reports de crédits de paiement comme antérieurement, du fait d'une décision prise par le gouvernement au printemps 2008 de gel généralisé des reports.

En 2008, l'ARCEP a constitué l'action 8 "Régulation des communications électroniques et des postes" du programme 199 "Régulation et sécurisation des échanges de biens et services", inclus dans la mission du ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi "Développement et régulation économiques". La loi de finances 2009 a rattaché l'ARCEP au nouveau programme 134 "développement des entreprises et de l'emploi" de la mission "Economie" de ce ministère.

En 2009, le montant total de la dotation budgétaire demeure fixé à 22,36 millions d'€ en autorisations d'engagement et 22,16 millions d'€ de crédits de paiement, dont 8,2 millions d'€ en autorisations d'engagement et 8 millions d'€ en crédits de paiement consacrés au fonctionnement. Le plafond d'emplois autorisés reste stable à 174 équivalents agents temps plein.

16 - Ces coûts sont uniquement ceux de l'ARCEP et ne tiennent pas compte des coûts encourus par d'autres entités administratives, comme le ministère en charge des communications électroniques et des postes ou l'Agence nationale des fréquences (ANFR), chargés de suivre certains dossiers en commun avec l'Autorité.

Pour 2008, il ressort de la comptabilité analytique de l'Autorité que les coûts totaux ordonnancés¹⁶ – c'est-à-dire les dépenses effectives au cours de l'exercice – se sont élevées à 21,8 millions d'€, dont 6,9 millions d'€ correspondant aux coûts administratifs liés à la gestion et au suivi du régime des autorisations générales et individuelles délivrées par l'ARCEP. Le montant facturé aux opérateurs en 2008 au titre de la taxe administrative et de la redevance de gestion s'est élevé quant à lui à 7,7 millions d'€.

Taxes et redevances

L'Autorité assure, pour le compte du budget général de l'Etat, des ordres de paiement en ce qui concerne les taxes et redevances.

Outre la taxe administrative due par tous les opérateurs de communications électroniques, une taxe de numérotation est due au titre des attributions et réservations de numéros. Aussi, les titulaires d'autorisations de fréquences sont également soumis au paiement de redevances de mise à disposition et de gestion des fréquences qu'ils utilisent.

En 2008, l'ARCEP a facturé 305 millions d'€ de redevances principalement issues des redevances de fréquences (attribution des licences, renouvellement des autorisations d'utilisation des fréquences GSM) et 25 millions d'€ de taxes de numérotation et taxes administratives. Ces montants ont été intégralement reversés au budget général de l'Etat.

Par ailleurs, l'ARCEP s'est engagée en 2008 dans une démarche "qualité" pour les activités de facturation des taxes et redevances, qui a donné lieu à certification de conformité à la norme ISO 9001 par l'Afnor.

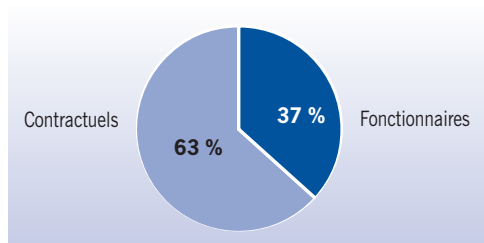
2. Les ressources humaines

En 2008, l'ARCEP a recruté 15 personnes.

Les effectifs de l'Autorité sont passés de 165 collaborateurs au 31 décembre 2007 à 169 au 31 décembre 2008 (79 femmes, 90 hommes).

Au 31 décembre 2008, l'Autorité comptait 62 fonctionnaires et 107 contractuels (contre 64 et 101 un an auparavant). L'Autorité compte 126 emplois de catégorie A et A+, un nombre en légère augmentation par rapport à l'année précédente (représentant 74 % de l'effectif fin 2008).

Répartition des effectifs au 31 décembre 2008



La moyenne d'âge des agents au 31 décembre 2008 est de 41,1 ans (49 ans pour les fonctionnaires et un peu plus de 36 ans pour les contractuels).

Le budget consacré à la formation professionnelle des agents de l'Autorité s'est élevé à 172 k€ en 2008.

Le comité technique paritaire de l'Autorité a été consulté à deux reprises :

- ◆ en juin 2008, sur le dispositif d'aménagement du temps de travail et les dispositions relatives à la formation ;
- ◆ en décembre 2008, sur le dispositif du compte épargne-temps.

La troisième réunion de la commission consultative paritaire, créée en 2005 pour examiner les cas individuels des agents contractuels, s'est tenue en décembre 2008.

3. Les enquêtes et les études commanditées par l'ARCEP

L'évolution rapide du secteur, la technicité et l'importance des questions liées à la régulation ont amené l'ARCEP à recourir à des expertises de nature technique, économique, statistique ou juridique.

Les travaux des cabinets de consultants permettent à l'ARCEP de bénéficier de compétences spécialisées, d'avis neutres et extérieurs. Il s'agit donc le plus souvent d'outils de travail qui ne sont pas destinés à être rendus publics. Néanmoins, certaines études, enquêtes d'usages ou enquêtes de qualité de service ont vocation à informer le secteur, notamment les consommateurs, et sont mises à la disposition du public sur le site Internet de l'Autorité.

En 2008, le budget consacré aux études s'est élevé à environ 1,5 million d'€. 24 études ont été engagées pour un montant moyen de 61 021 € et une durée moyenne de six mois.

Les études, pourquoi, comment ?

L'objectif

Le recours à des expertises techniques, économiques, statistiques ou juridiques externes est nécessaire pour assister l'Autorité dans l'exercice de ses missions.

D'autres études correspondent à des engagements d'origine réglementaire de type "audit" ou à des enquêtes de mesure de la qualité de service (téléphonie mobile, services 118...) pour le bénéfice du consommateur. Enfin, l'Autorité achète des études de marchés non disponibles en formats multiclients.

Au total, plus d'une soixantaine de consultants ont fait bénéficier l'ARCEP de leur expertise depuis 1997, date de la création de l'Autorité.

La déontologie

Un soin minutieux est apporté à ce que l'intervention du consultant sélectionné pour réaliser l'étude ne pose pas de problème de conflit d'intérêts. L'Autorité veille en outre à ce que le consultant et ses collaborateurs respectent les clauses de confidentialité incluses dans les conventions et contrats.

La publicité

Les titres des études sont publiés au *Bulletin officiel des annonces des marchés publics* (BOAMP) ainsi que sur le site Internet de l'Autorité (www.arcep.fr) : les consultants sont invités à s'abonner à la liste de diffusion du site pour recevoir les nouveautés, parmi lesquelles figurent les études que l'ARCEP projette de lancer.

Liste thématique des principales études externes 2008

Régulation des marchés fixes et mobiles

Modélisation de coûts d'un opérateur efficace actif dans les DOM

Points hauts

Harmonisation des processus opérationnels pour la mutualisation de la partie terminale des réseaux fibre optique

Impact des réseaux d'initiative publique *

Régulation du secteur postal : appui opérationnel

Les routeurs et La Poste

Analyse comparative des modes de rémunération des dépositaires

Observation du marché et enquêtes

Suivi des tarifs de détail des communications résidentielles

Diffusion des technologies de l'information et de la communication dans la société française avec le CGTI * ♦

Enquête auprès des ménages portant sur les objets distribués et la consommation de services postaux

Suivi du marché des services à valeur ajoutée (SVA)

Analyse et prospective

Impact dans la productivité des entreprises françaises de l'utilisation de services d'accès mobile à haut débit

Enjeux culturels pour le grand public de l'accès au haut débit mobile

Apport du haut débit mobile dans l'inclusion sociale

Evolution des stratégies de migration des réseaux vers une architecture NGN

Offres d'abondance

Qualité de service et audits

Qualité de service des opérateurs mobiles (2G-3G) voix *

Qualité de service des opérateurs mobiles (2G-3G) données *

Mesure de la qualité de service des Colissimo guichet et des réclamations de La Poste

Audit sur le chiffre d'affaires en services de communications électroniques 2007

Qualité de service des renseignements téléphoniques accessibles par les numéros 118 XYZ y compris leur base annuaire *

Audit des indicateurs de qualité du service universel de France Télécom

* Etudes disponibles sur le site Internet de l'ARCEP : www.arcep.fr.

♦ Enquête pilotée conjointement par le Conseil général des technologies de l'information (CGTI) et l'ARCEP.

4. Le système d'information

L'Autorité s'est dotée en 2008 d'un système d'information fondé sur la technologie des serveurs virtuels. Cette démarche innovante permet plus de souplesse dans l'utilisation des ressources tout en garantissant la sécurité de l'information. Outre la messagerie professionnelle déjà accessible depuis l'extérieur en mode sécurisé, les services informatiques de l'Autorité progressent dans la mise en place des technologies de la mobilité (accès à distance aux fichiers et aux serveurs).

5. La documentation

Le centre de documentation de l'ARCEP dispose d'un fonds documentaire très spécifique, de nature réglementaire, économique et technique, couvrant aussi bien l'Europe que l'international dans le domaine des télécommunications, ainsi que dans le domaine postal. Il traite des demandes internes et externes.

Le centre de documentation de l'ARCEP reçoit le public sur rendez-vous, l'après-midi (tél : + 33 1 40 47 70 48).

Un tiers des demandes extérieures provient de sociétés du secteur des télécommunications, le reste étant issu des professions juridiques, des administrations, des universitaires, des consultants, des banques, des journalistes et des particuliers.

Outre la mise en place d'un système de veille juridique, économique et technique pour diffuser une information au plus près de l'actualité du secteur, la documentation a acheté, en 2008, de nombreuses études multiclients auprès de consultants.

Elle a également mis en place, sur l'Intranet de l'Autorité, un système de diffusion sélective de l'information (DSI) qui alerte en temps réel les membres du Collège et les collaborateurs des services de l'arrivée et de la disponibilité des documents pertinents pour leur activité (logiciel documentaire Kentika).

C. Les instances de contrôle de l'Autorité, les relations avec les pouvoirs publics et les autres autorités administratives indépendantes

1. Les relations avec le Parlement, les juges, les pouvoirs publics et les autres institutions publiques

Comme toutes les institutions de l'Etat, l'Autorité fait l'objet d'un contrôle par le Parlement (son président a ainsi été auditionné à plusieurs reprises en 2008 par des parlementaires ou des commissions parlementaires), ainsi que par les juridictions (huit de ses décisions ont fait l'objet, en 2008, d'un recours).

Par ailleurs, l'Autorité entretient des contacts réguliers avec le gouvernement, l'Autorité de la concurrence, le CSA et les autres institutions publiques.

1.1 Le contrôle parlementaire

1.1.1 Le contrôle des activités de l'Autorité par le Parlement

Les parlementaires exercent un contrôle sur les activités de l'Autorité, afin notamment de garantir l'indépendance du régulateur.

Ce contrôle impose à l'Autorité ¹⁷ :

¹⁷ - Art. L. 135 du CPCE.

- ◆ l'obligation de publier chaque année, avant le 30 juin, un rapport public d'activité qui rend notamment compte de l'application des dispositions législatives et réglementaires dans les secteurs des communications électroniques et des postes, et de l'adresser au Parlement;
- ◆ le devoir de rendre compte de ses activités et de ses résultats devant les commissions parlementaires permanentes compétentes, à leur demande. Ces dernières peuvent consulter l'ARCEP sur toute question relevant de sa compétence.

En 2008, Paul Champsaur, ancien président de l'Autorité, a été auditionné à plusieurs reprises :

- ◆ en janvier, par la commission parlementaire pour le dividende numérique, au Sénat;
- ◆ en septembre, par Michel Herbillon, député, vice-président de la commission chargée des affaires européennes, sur la révision du cadre réglementaire européen des télécommunications, à l'Assemblée nationale;
- ◆ en novembre, par Francis Grignon, sénateur et rapporteur du projet de loi relatif à "l'Autorité de régulation ferroviaire", au Sénat;
- ◆ en novembre, par Bruno Retailleau, sénateur, sur le projet de loi sur l'audiovisuel public, au Sénat.

Jean-Claude Mallet, président de l'Autorité de janvier à mai 2009, a été auditionné en vue de sa nomination par l'Assemblée nationale¹⁸ et par le Sénat¹⁹ en décembre 2008.

¹⁸ - http://www.assemblee-nationale.fr/13/cr-cpro/08-09/c0809024.asp#P10_433.

Après sa nomination, le 4 janvier 2009, Jean-Claude Mallet a été entendu à plusieurs reprises par le Parlement au cours du premier trimestre 2009, et notamment :

¹⁹ - <http://www.senat.fr/bulletin/20081215/eco.html#toc7>.

- ◆ le 21 janvier, par la Commission des lois de l'Assemblée nationale sur le projet de loi "Création et Internet";
- ◆ le 28 janvier, par la Commission supérieure du service public des postes et communications électroniques (CSSPPCE) sur la 4^e licence de téléphonie mobile;
- ◆ le 4 février, par la Commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale sur la 4^e licence de téléphonie mobile;
- ◆ le 1^{er} avril, par l'Office parlementaire pour l'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur les conséquences éventuelles pour la santé de la téléphonie mobile.

Au cours de la même période, des membres du Collège de l'ARCEP ont également été entendus par les commissions parlementaires, en particulier :

- ◆ le 16 février, Edouard Bridoux a été auditionné par la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale sur le projet de loi Création et Internet;
- ◆ le 17 février, Edouard Bridoux est intervenu lors de la table ronde sur la couverture numérique du territoire organisée par la délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire de l'Assemblée nationale;

- ◆ le 25 février, Nicolas Curien a été auditionné sur le projet de loi Création et Internet, par la commission des affaires économique de l'Assemblée nationale.

Jean-Ludovic Silicani, nouveau président de l'Autorité, a été auditionné en vue de sa nomination par l'Assemblée nationale²⁰ et par le Sénat²¹ en mai 2009.

20 - http://www.assemblee-nationale.fr/13/cr-cpro/08-09/c0809052.asp#P3_85

1.1.2 Les relations avec la Commission supérieure du service public des postes et communications électroniques (CSSPPCE)

21 - <http://www.senat.fr/bulletin/20090504/eco.html#toc8>

La Commission supérieure du service public des postes et communications électroniques (CSSPPCE) a été créée par la loi 2 juillet 1990²² avec la volonté d'établir un nouveau mode de contrôle parlementaire dans le secteur des postes et des télécommunications.

22 - Loi n°90-568 du 2 juillet 1990, relative à l'organisation du service public des postes et télécommunications.

Elle est composée de sept députés, sept sénateurs et de trois personnalités qualifiées. Son président est Pierre Hérisson, député de la Haute-Savoie.

Sa mission est de garantir la qualité et l'adaptation du service public dans deux domaines économiques issus d'un monopole de l'Etat. A ce titre, elle peut saisir l'ARCEP pour que celle-ci contrôle le respect par les opérateurs et les prestataires postaux de leurs obligations de service public.

Elle est également consultée sur la réglementation des secteurs de La Poste et des communications électroniques (projets de directives, projets de lois).

1.2 Le contrôle des juges

Toutes les décisions prises par l'Autorité sont susceptibles de recours soit devant les juridictions administratives, soit devant la cour d'appel de Paris.

1.2.1 Les recours devant les juridictions administratives

En sa qualité d'autorité administrative, l'ARCEP prend des décisions dont le contrôle juridictionnel relève des juridictions administratives :

23 - Conseil d'Etat, 17 mars 2006, Société le Renseignement français n° 289403.

24 - Conseil d'Etat, juillet 2000, Société Copper Communication n° 199773.

- ◆ en vertu de l'article R.311-1 du code de justice administrative, les décisions de l'ARCEP (c'est-à-dire du Collège qui incarne l'Autorité) relèvent directement du Conseil d'Etat. Tel est le cas, par exemple, des décisions d'analyse de marché, de celles affectant ou refusant des fréquences, ou du plan de numérotation. De même, les décisions de sanction prises par l'Autorité peuvent faire l'objet d'un recours de pleine juridiction ou d'une demande de suspension devant le Conseil d'Etat²³. Les décisions de rejeter une demande de sanction initiée par un tiers²⁴ peuvent également être attaquées devant le Conseil d'Etat ;

- ◆ les décisions du président de l'Autorité, prises en vertu de ses pouvoirs propres, telles que celles qu'il prend en sa qualité d'ordonnateur des dépenses et des recettes de l'ARCEP²⁵, comme les décisions du directeur général de l'Autorité, relèvent des juridictions administratives de droit commun, c'est-à-dire du tribunal administratif.

25 - Art L.133 et D.291 du CPCE

Huit décisions ont fait l'objet d'un recours devant le Conseil d'Etat et vingt devant le tribunal administratif en 2008.

1.2.2 Les recours devant la cour d'appel de Paris

Les décisions de l'Autorité statuant sur les règlements de différends présentent une particularité : elles relèvent de la compétence de la cour d'appel de Paris²⁶.

Les règles de procédures applicables devant l'ARCEP et la cour d'appel pour les règlements de différends sont précisées aux articles R.11-1 à R. 11-9 du CPCE²⁷.

La spécificité de cette procédure tient à ce que l'ARCEP, comme les parties, présente ses observations et est convoquée à l'audience pour les débats dans lesquels elle s'exprime. Elle s'explique par le fait que l'ARCEP, statuant en règlement de différend, n'est pas une autorité juridictionnelle²⁸ – qui ne saurait défendre son jugement devant son juge d'appel – mais bien une autorité administrative, qui défend la légalité de sa décision.

Un pourvoi en cassation contre une décision de la cour d'appel est possible le cas échéant²⁹.

En 2008, deux recours ont été déposés devant la cour d'appel de Paris contre des décisions de règlements de différends.

1.3 Les relations avec le gouvernement

1.3.1 Des compétences partagées avec le ministre chargé des communications électroniques

L'Autorité partage un certain nombre de compétences avec le ministre chargé des communications électroniques.

L'Autorité peut en effet être saisie pour avis sur des projets de lois ou de règlements relatifs au secteur des télécommunications. Cela a été notamment le cas en 2008 pour le projet de loi sur l'audiovisuel³⁰.

De plus, le pouvoir réglementaire dérivé de l'ARCEP est, pour partie, soumis à homologation du ministre³¹.

Par ailleurs, l'Autorité est associée à la préparation de la position française dans les négociations internationales et participe à la représentation française dans les organisations internationales et communautaires.

Elle peut également, comme le ministre, consulter, pour certaines de ses décisions, les commissions consultatives spécialisées telles que la CCRSCE et la CCR.

1.3.2 Des contacts réguliers avec les ministères

L'ARCEP entretient des contacts réguliers avec le ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et ses services (Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services (DGCIS), Direction des affaires juridiques (DAJ) et Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF)).

Elle est également en relation avec d'autres ministères et administrations comme par exemple :

- ♦ l'intérieur, notamment dans le cadre de la prise en compte de l'intérêt des territoires dans l'accès aux services et aux équipements numériques, à l'exemple de la problématique de la couverture mobile ou de l'accès au haut débit pour tous ;

26 - Art. L.5-6 et L.36-8 du CPCE.

27 - En matière postale, ce sont les articles R.1-2-11 à R.1-2-13 du code qui renvoient aux articles R.11-3 à R.11-6 et R.11-8 et R.11-9 du code.

28 - Ce qui n'empêche évidemment pas que, comme de nombreuses autorités administratives statuant sur des questions entrant dans le champ de l'article 6-1 de la Convention européenne des droits de l'homme, elle soit regardée, comme un "tribunal" au sens de cet article.

29 - La Cour de cassation a admis, par ses décisions du 14 novembre 2000 Copper et du 5 mars 2002 Spacotel Communications, la recevabilité d'un mémoire et des observations présentées pour l'Autorité, regardée comme défenderesse à la cassation.

30 - Avis de l'ARCEP n°08-1108 du 14 octobre 2008 sur le projet de loi modernisant le secteur public de la communication audiovisuelle et relatif aux nouveaux services audiovisuels.

31 - Art. L.36.6 du CPCE.

- ◆ l'outre-mer, notamment pour le développement des nouveaux services de télécommunications dans les DOM, à l'instar de la 3G ;
- ◆ l'écologie, sur le thème "technologies de l'information et environnement" (Green IT) ;
- ◆ la délégation interministérielle au handicap pour faciliter l'accès aux nouvelles technologies aux handicapés ;
- ◆ le haut commissariat aux solidarités actives contre la pauvreté et le haut commissariat à la jeunesse, au sujet du service universel, dans le cadre de la rédaction du rapport de la commission "Familles, vulnérabilité, pauvreté".

1.4 Les relations avec les autres autorités administratives indépendantes (AAI) et les autres institutions

1.4.1 Les relations avec l'Autorité de la concurrence

Du Conseil à l'Autorité de la concurrence

La loi de modernisation de l'économie n° 2008-776 du 4 août 2008 a transformé le Conseil de la concurrence en Autorité de la concurrence.

Cette évolution destinée à rapprocher le système français de régulation de la concurrence du standard européen rassemble attributions et moyens au sein d'une autorité indépendante unique, mise en place début 2009.

<http://www.autoritedelaconcurrence.fr>

L'Autorité de la concurrence a en charge le respect du droit de la concurrence et traite donc *a posteriori* les questions liées aux télécommunications, à la télédiffusion et aux activités postales. Or, la régulation sectorielle dont l'ARCEP est responsable dans ces domaines doit disparaître à mesure que la concurrence progresse pour céder la place, lorsque cela est justifié, au seul droit commun de la concurrence. La collaboration étroite entre l'Autorité de la concurrence et l'ARCEP est donc particulièrement importante.

C'est dans cet esprit que le CPCE a prévu des dispositions organisant les relations entre les deux institutions. L'ARCEP a ainsi l'obligation de recueillir l'avis de l'Autorité de la concurrence pour la définition des marchés pertinents et la désignation des opérateurs puissants dans le cadre des analyses de marché. Réciproquement, l'Autorité de la concurrence doit saisir pour avis l'ARCEP sur tout dossier dont elle est saisie dans les secteurs des communications électroniques et des activités postales.

Par ailleurs, le président de l'ARCEP doit saisir l'Autorité de la concurrence pour tout abus ou pratique anticoncurrentielle dont il aurait connaissance dans ces deux secteurs.

En 2008, l'ARCEP a émis des avis sur plusieurs décisions du Conseil de la concurrence concernant :

- ◆ les pratiques de France Télécom, Orange France et Apple Europe sur le secteur de la distribution de la téléphonie mobile³² (exclusivité pour la vente de l'iPhone) ;

32 - Avis de l'ARCEP
n° 08-1175
du 4 novembre 2008.

- ◆ les freins au développement des opérateurs mobiles virtuels (MVNO) sur le marché de détail de la téléphonie mobile³³ ;
- ◆ la demande d'avis de l'Association des renseignements pour tous³⁴ (marché des SVA) ;
- ◆ la demande de mesures conservatoires présentée par l'Association française des opérateurs de réseaux et de services de télécommunications relatives à des pratiques mises en œuvre par les groupes France Télécom et France Télévisions³⁵ (accords d'exclusivité) ;

33 - Avis de l'ARCEP
n°08-0702
du 24 juin 2008.

34 - Avis de l'ARCEP
n°08-0161
du 7 février 2008.

35 - Avis de l'ARCEP
n°08-0017
du 8 janvier 2008.

1.4.2 Les relations avec le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)

Les champs de compétences de l'ARCEP et du Conseil supérieur de l'audiovisuel sont distincts. En effet, le premier régule les infrastructures alors que le deuxième régule les contenus.

La collaboration entre l'Autorité et le CSA est néanmoins prévue par le cadre réglementaire. En effet, dans le cadre de règlements de différends, les deux instances peuvent se saisir pour avis³⁶. La demande d'avis est obligatoire lorsque les décisions de l'Autorité sont susceptibles d'avoir un effet notable sur la diffusion de services radio et de télévision³⁷.

36 - Art. L. 36.8 du CPCE.

37 - Art. L. 36.6 du CPCE.

Le 15 janvier 2008, l'Autorité a émis un avis³⁸ en réponse à la saisine du CSA portant sur une demande de règlement de différend entre Neuf Cegetel et Eurosport relative à la liberté de communication.

38 - Avis de l'ARCEP
n°08-0001
du 15 janvier 2008.

1.4.3 Les relations avec les autres institutions

En 2008, l'Autorité a travaillé notamment avec :

- ◆ la Caisse des dépôts et consignations, pour le service universel, le haut débit, les collectivités locales ;
- ◆ la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), sur des problématiques liées à la protection de la vie privée pour les services de géolocalisation ou pour l'annuaire universel ;
- ◆ la Commission de régulation de l'énergie (CRE), pour les questions relatives à la technologie des courants porteurs.

D. La transparence et la concertation avec les acteurs

L'exercice de la régulation, pour qu'il soit efficace et irrécusable, demande à l'institution qui en est responsable d'avoir une approche impartiale vis-à-vis de son environnement. Le dialogue avec les différents acteurs intéressés (élus, associations de consommateurs, acteurs économiques, etc.) et la diffusion de l'information sont, à cet égard, des facteurs essentiels au succès des actions menées et à leur compréhension par l'ensemble des acteurs concernés.

Afin d'assurer pleinement ses missions, l'ARCEP s'appuie sur une panoplie d'outils d'information, qu'elle a mis en œuvre et qu'elle fait évoluer au gré des besoins. Elle sollicite également régulièrement l'avis du secteur et suscite le dialogue, voire le débat, sur les sujets qu'elle suit.

1. Les actions d'information menées par l'Autorité en direction des différents publics concernés

L'Autorité dispose d'une gamme d'outils de communication qui garantissent à l'ensemble du secteur l'information la plus exhaustive possible tant sur la teneur des travaux de l'institution que sur le secteur lui-même.

1.1 Les sites Internet de l'Autorité

1.1.1 www.arcep.fr, le site institutionnel de l'Autorité

Le site Internet de l'ARCEP est le support privilégié de la diffusion de l'information de l'Autorité en français et en anglais. Mémoire de l'institution, il rassemble toutes les informations publiques mises à la disposition de tous. Actualisé au quotidien, il répond au nécessaire besoin d'instantanéité de l'information dans un secteur en perpétuelle évolution.



Pour en faciliter l'utilisation, des “accès ciblés” réunissent, dans un espace dédié, l'ensemble des informations indispensables au public ciblé dans ses relations avec l'ARCEP (formulaires, FAQ, par exemple), ainsi que les dernières actualités pouvant toucher ses centres d'intérêt. Trois catégories d'utilisateurs sont visées : les collectivités territoriales, les consommateurs et les opérateurs.

Les principales informations accessibles en ligne sont aussi diffusées par courriel sur simple inscription sur le site Internet.

Les deux listes de diffusion – communications électroniques et secteur postal – sont bilingues (français et anglais).

Que s'est-il passé en 2008 ?

L'ouverture d'un site dédié aux déficients visuels

Parce que les innovations doivent profiter à tous, la prise en compte des personnes handicapées est un sujet auquel l'ARCEP attache une grande d'importance.

C'est ainsi que, le 15 décembre 2008, l'Autorité a fait un pas en direction d'une meilleure accessibilité en lançant sur son site Internet un accès spécial dédié aux personnes déficientes visuelles.

Grâce à un robot qui transcrit automatiquement les textes en audio, les communiqués de l'ARCEP sont désormais disponibles en fichiers MP3 et peuvent être écoutés par les personnes malvoyantes.



Pour y accéder, il suffit de cliquer, en page d'accueil du site, sur l'icône rouge intitulée "L'ARCEP en audio".

L'animation du site

Après "La concurrence postale et les obligations de La Poste", "Le haut débit et l'ADSL", "L'annuaire universel" et "La nouvelle portabilité mobile" en 2007, l'Autorité a organisé, le 6 novembre 2008, son 8^e *chat* à destination des consommateurs sur un thème d'actualité très attendu : "L'installation de la fibre dans les immeubles".

Ce *chat* a rencontré une audience record : en effet, 588 personnes se sont connectées en direct et 301 personnes en simultané (pic de connexion). Au total,

440 questions ont été posées, dont 215 pendant l'heure du direct, preuve de l'intérêt des internautes pour ce sujet.

La retranscription des questions-réponses traitées pendant le *chat* est en ligne sur le site de l'ARCEP, rubrique "Actualités".

En 2008, l'Autorité a également systématisé la captation et la mise en ligne, en vidéo, des événements qu'elle a organisés : 12^{es} Entretiens sur le très haut débit (13 octobre 2008), Réunion plénière du Comité des réseaux d'initiative publique (17 septembre 2008), discours des vœux de l'Autorité (8 janvier 2008 et 22 janvier 2009).

De courtes séquences explicatives en vidéo sont également venues animer la communication de l'Autorité : “Le calcul des coûts” par Nicolas Curien, membre du Collège, “L'accès aux boîtes aux lettres dans les immeubles équipés de contrôle d'accès”, par Denis Rapone, membre du Collège, “Le risque, l'investissement et l'innovation dans l'analyse économique” par Philippe Aghion, professeur à Harvard.

Quelques chiffres du site www.arcep.fr :

2410870 visiteurs se sont connectés au site de l'Autorité en 2008, soit une moyenne quotidienne de 6587 visiteurs. Le site totalise ainsi plus de 12 millions de visiteurs cumulés en 10 ans d'existence.

Plus de 25 millions de pages ont été vues en 2008, soit une moyenne quotidienne de près de 70 000 pages.

Après la page d'accueil, la palme de la page la plus consultée en 2008 revient aux "Points de repère sur le déploiement du très haut débit - FTTH", (70942 accès) édités par l'Autorité en mai 2008, suivis par "Le guide juridique pour les opérateurs et les collectivités", édité en 2007 (51 530), puis par une étude du cabinet Avisem sur "Les modalités de déploiement d'une boucle locale fibre optique" (47806). Vient ensuite la dernière *Lettre* éditée par l'Autorité en 2008 sur "Les télécoms, demain" (39074).

Mi-mars 2009, 9 238 personnes étaient abonnées à la liste de diffusion télécom en français (611 en anglais) et 1 297 à la liste de diffusion dédiée au secteur postal (56 en anglais).

*Pagerank*³⁹ : 7 sur 10 (source Google au 18 mars 2009).

39 - Compris entre 0 et 10, le "pagerank" permet de connaître la popularité d'un site ou d'une page Web. Le principe repose sur la notion de "liens de retour". Plus un site a des liens de retour de bonne qualité (c'est-à-dire des sites pointant vers lui ayant un "pagerank" élevé), plus son "pagerank" sera important, et mieux il sera positionné dans Google.

1.1.2 www.appel118.fr, le site pour les renseignements téléphoniques

Depuis le 3 avril 2006, les consommateurs peuvent accéder à de nouveaux services de renseignements téléphoniques en composant le 118 suivi de 3 chiffres.

40 - www.appel118.fr.

Pour informer les utilisateurs, l'ARCEP a mis en place un site Internet⁴⁰ permettant de consulter la liste des services 118 ouverts, leurs principaux tarifs ainsi que l'historique de l'évolution de ces tarifs.

Des réponses aux questions les plus fréquentes sur les 118 (accès, choix, facturation, etc.) et l'annuaire universel (inscription dans l'annuaire, droits des abonnés, etc.) complètent ce dispositif d'information.



Régulièrement mis à jour, le site appel118.fr, totalise plus de 100 000 visiteurs sur l'année 2008. Les tarifs des services 118 et leur évolution sont les informations les plus vues (20 734).

1.1.3 www.telecom-infoconso.fr, le site pour les consommateurs



L'Autorité a mis en place, le 22 janvier 2009, un site Internet à l'attention spécifique des utilisateurs de services de télécommunications : www.telecom-infoconso.fr.

Informatif, pratique et didactique, ce site a pour vocation de permettre aux consommateurs d'accéder à toutes les informations nécessaires pour mieux comprendre le fonctionnement du secteur et ses enjeux. Evolutif, il est susceptible d'adapter son contenu et sa forme au gré des besoins et des suggestions des utilisateurs.

Au 10 mars 2009, 23 575 visiteurs uniques avaient consulté les pages de ce site.

Quelques évolutions

La création d'un site de l'Autorité spécifiquement dédié aux consommateurs – www.telecom-infoconso.fr – a entraîné une légère refonte au sein du site institutionnel ; ainsi, la foire aux questions du site www.arcep.fr a migré vers le site telecom-infoconso.fr.

1.2 La Lettre de l'Autorité

Il s'agit d'une lettre bimestrielle diffusée gratuitement à plus de 6 800 exemplaires⁴¹.



⁴¹ - Une version PDF est aussi disponible en téléchargement sur le site Internet de l'ARCEP.

Dans chaque numéro, un **dossier thématique** présente un domaine particulier des activités de l'ARCEP et en dégage les grandes problématiques : le calcul des coûts, la révision du cadre réglementaire européen des télécommunications, les télécoms en outre-mer ont été les grands sujets abordés en 2008.

Des **rubriques récurrentes**, qui sont autant de repères et de clefs pour mieux appréhender l'action, le rôle et le fonctionnement de l'Autorité (analyses économiques, secteur postal, aspects juridiques, consommateurs, vie de l'ARCEP), complètent le contenu.

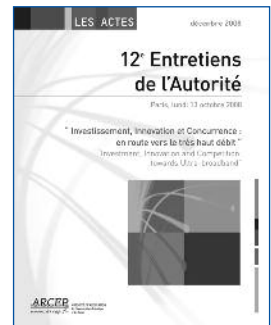
Enfin, pour élargir le champ de réflexion du lecteur en nourrissant le débat d'idées, *La Lettre* donne régulièrement la parole aux acteurs du secteur sous forme d'entretiens ou de points de vue.

1.3 Les Entretiens de l'Autorité

Depuis 1997, l'Autorité organise régulièrement des Entretiens sur des thèmes directement ou indirectement liés à son domaine de compétence. C'est l'occasion d'aborder de manière ouverte des sujets souvent complexes, d'échanger des points de vue parfois différents, en particulier à travers l'expérience d'intervenants étrangers, et d'engager des exercices de prospective.

Les 12^{es} Entretiens de l'Autorité⁴², derniers en date, se sont tenus à Paris le 13 octobre 2008. Une vingtaine d'experts représentant les acteurs économiques, le monde académique, les consommateurs, ainsi que les autres régulateurs, se sont réunis autour du thème "Investissement, Innovation et Concurrence : en route vers le très haut débit".

42 - Les actes du colloque peuvent être téléchargés sur le site Internet de l'ARCEP :
http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/12ent-131008-actes-dec2008.pdf.



Les précédents Entretiens de l'Autorité⁴³ avaient notamment abordé l'économie des mobiles (2007)⁴⁴, les enjeux de la régulation postale (2005) ou encore les enjeux de l'intervention des collectivités territoriales dans les télécommunications (2004).

1.4 Le dialogue avec les collectivités territoriales : le CRIP

L'équipement numérique des territoires est un enjeu économique et politique majeur.

Avec l'adoption de la loi pour la confiance dans l'économie numérique le 21 juin 2004⁴⁵, les collectivités territoriales peuvent intervenir dans le domaine des télécommunications, en créant ou en subventionnant l'établissement de réseaux haut débit sur leur territoire.

Dans ce contexte nouveau et devant l'importance du sujet en termes d'équipement et d'aménagement du territoire et les attentes des acteurs, l'Autorité a proposé, fin 2004, un lieu de rencontres et d'échanges aux collectivités territoriales et aux opérateurs : le Comité de réseaux d'initiative publique (CRIP).

Le CRIP s'est réuni quatre fois en 2008 : en séance plénière le 17 septembre et en séances retreintes les 6 février, 28 mai et 3 décembre. Deux problématiques majeures ont été traitées au cours de l'année passée : la couverture des zones blanches du haut débit et plus particulièrement l'offre NRA-ZO de France Télécom, ainsi que les questions concernant le très haut débit et le rôle majeur que les collectivités auront à jouer dans le développement des nouveaux réseaux d'accès en fibre optique. Ces réunions ont permis également aux acteurs de prendre connaissance de textes réglementaires essentiels tels que les décrets⁴⁶ pris en application de la loi pour la modernisation de l'économie d'août 2008⁴⁷.

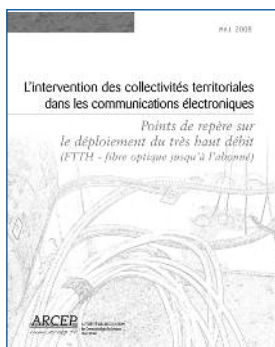
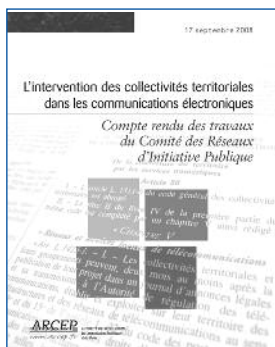
43 - La liste complète des Entretiens de l'Autorité est disponible sur le site Internet de l'ARCEP :
www.arcep.fr.

44 - L'intégralité de la conférence peut être visionnée sur le site Internet de l'ARCEP :
<http://www.arcep.fr/index.php?id=9145>.

45 - Loi n°2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique,
JO du 22 juin 2004.

46 - Décrets n°2009-166 du 12 février 2009 et n°2009-167 du 12 février 2009,
JO du 14 février 2009.

47 - Loi de modernisation de l'économie (LME) du 4 août 2008,
JO du 5 août 2008.



Les travaux du comité ont également été à l'origine de la publication de deux documents en 2008⁴⁸ :

- ◆ les points de repère sur le déploiement du très haut débit, en mai 2008 ;
- ◆ le compte-rendu des travaux du CRIP, en septembre 2008.

Fin décembre 2008, l'ARCEP recensait 119 projets de réseaux d'initiative publique. S'agissant des projets significatifs, concernant chacun plus de 60 000 habitants, il existe 85 projets à des stades d'avancement divers⁴⁹.

1.5 Le comité des consommateurs

Le comité des consommateurs est une structure de travail, de dialogue et d'échanges mise en place fin 2007 pour apporter des solutions aux problématiques liées aux consommateurs dans le cadre des compétences de l'ARCEP.

Ce comité rassemble les associations de consommateurs ainsi que des institutions publiques (INC, DGCCRF, DGE, le médiateur des communications électroniques). Les opérateurs peuvent y être conviés, selon les sujets.

Le comité des consommateurs se réunit une fois par an en séance plénière pour établir le bilan de son activité et fixer l'orientation du programme de travail pour l'année suivante. L'année passée, la session plénière s'est tenue le 9 juin 2008.

Des travaux sont également conduits par des groupes et sous-groupes qui se réunissent régulièrement au cours de l'année. En 2008, cinq réunions techniques ont été organisées :

- ◆ en février 2008, sur le thème du très haut débit (mutualisation de la fibre optique, législation à venir) ;
- ◆ en mars 2008, sur des problématiques relatives au secteur postal (la qualité de service, l'accès aux boîtes aux lettres dans les immeubles équipés d'un système Vigik, l'envoi de petits objets au tarif lettre) ;
- ◆ en mai 2008, sur des problématiques liées aux télécommunications telles que la qualité de service des offres d'accès et la terminaison d'appel fixe et mobile ;
- ◆ en septembre 2008, sur les conditions générales de vente de La Poste ainsi que sur le service universel postal ;
- ◆ en octobre 2008, sur les questions relatives au déploiement de la fibre optique (convention-type à l'attention des copropriétaires dans les immeubles) et à la qualité de service des offres d'accès.

Au cours du premier trimestre 2009, le comité s'est réuni à deux reprises :

- ◆ le 25 mars 2009, sur les problématiques liées à la portabilité des numéros fixes et mobiles ;
- ◆ le 3 avril 2009, sur les questions postales telles que l'envoi de petits objets au tarif lettre, le service universel postal et les conditions générales de vente de La Poste.

48 - L'intégralité des documents publiés dans le cadre des travaux du comité sont disponibles sur le site de l'Autorité, dans l'accès ciblé consacré aux collectivités locales : <http://www.arcep.fr/index.php?id=2097>.

49 - Pour un bilan complet des RIP, consulter le rapport public sur le site de l'ARCEP : http://www.arcep.fr/fileadmin/uploads/tx_gspublication/rapport-bilan-rip-221208.pdf.

2. La concertation avec les acteurs du secteur

2.1 Les consultations publiques

Depuis sa création en 1997, l'Autorité consulte régulièrement le secteur sur de nombreux sujets, notamment sur les projets de décisions relatifs aux analyses des marchés pertinents. Il s'agit de recueillir les avis et les commentaires des acteurs intéressés, ce qui garantit le principe de transparence, auquel l'institution est attachée.

En 2008, l'ARCEP a consulté le secteur à 14 occasions⁵⁰.

50 - Cf. site Internet
de l'ARCEP : www.arcep.fr.

22 février 2008 : consultation publique sur l'analyse des marchés de la téléphonie fixe.

11 avril 2008 : consultation publique sur les évolutions techniques des prestations de sélection du transporteur.

20 mai 2008 : consultation publique relative aux référentiels de coûts et autres éléments pertinents pour la mise en œuvre des obligations de contrôle tarifaire sur les prestations de terminaison d'appel et de départ d'appel sur les réseaux fixes.

22 mai 2008 : consultation publique relative au déploiement et à la mutualisation de la partie terminale des réseaux en fibre optique.

13 Juin 2008 : consultation publique sur l'attribution de licences 3G dans la bande 2,1 GHz en France métropolitaine.

18 juin 2008 : consultation publique relative à l'analyse des marchés de gros du haut débit et du très haut débit.

8 juillet 2008 : consultation publique traitant du renouvellement des autorisations GSM de trois opérateurs dans les départements et collectivités d'outre-mer : Digicel, Société réunionnaise du radiotéléphone et Orange Caraïbe.

4 septembre 2008 : consultation publique concernant les référentiels de coûts des opérateurs mobiles en 2008 (références et concepts pertinents pour la fixation des plafonds tarifaires du service de terminaison d'appel vocal mobile).

10 septembre 2008 : consultation publique portant sur les services de communications mobiles à bord des aéronefs.

20 octobre 2008 : consultation publique concernant la mise à jour des modèles réglementaires de coût du haut débit.

23 octobre 2008 : consultation publique sur la définition des plafonds tarifaires du service de terminaison d'appel vocal mobile des opérateurs Orange France, SFR et Bouygues Télécom pour la période du 1^{er} juillet 2009 au 31 décembre 2010.

10 novembre 2008 : consultation publique relative aux besoins futurs en numéros mobiles et l'ouverture de la tranche 07 au service mobile.

18 novembre 2008 : consultation publique relative à l'analyse du marché de gros des services de diffusion audiovisuelle – bilan et perspectives.

9 décembre 2008 : consultation publique sur le partage d'installation 3G en France métropolitaine.

2.2 Réunions et comités

2.2.1 Les groupes de travail

L'Autorité anime de nombreux groupes de travail, sur des sujets techniques parfois pointus. Ces lieux d'échanges permettent de dialoguer, notamment avec les opérateurs, afin d'aborder certains problèmes et de réfléchir aux moyens d'y remédier.

A titre d'exemple, le comité d'experts pour l'introduction de nouvelles techniques dans la boucle locale, créé en 2002, rassemble des opérateurs dégroupant la boucle locale cuivre, les principaux équipementiers et l'opérateur historique France Télécom. Présidé par Catherine Mancini (directrice gestion des programmes chez Alcatel-Lucent), il a vocation à émettre des avis sur les questions techniques relatives à l'introduction de technologies nouvelles dans la boucle locale. En 2008, il a ainsi rendu deux avis⁵¹.

Fin 2008, l'Autorité a mis en place un comité de pilotage du très haut débit (fibre optique) au sein duquel les opérateurs participent à des travaux d'expérimentation et d'évaluation sous l'égide du régulateur. Trois sous-groupes techniques se réunissent régulièrement afin de :

- ◆ décrire les différentes architectures expérimentées et leurs modalités d'exploitation ;
- ◆ évaluer les coûts d'installation et d'exploitation ;
- ◆ arrêter les spécifications techniques pour assurer l'interopérabilité des réseaux.

Un point d'étape a été effectué le 7 avril 2009 sous l'égide de la secrétaire d'Etat à la prospective et au développement de l'économie numérique. Sur la base de ces travaux, l'ARCEP précisera progressivement les règles de mutualisation applicables aux opérateurs qui déploient la fibre optique jusqu'à l'habitant (FTTH).

Dans le secteur postal, l'Autorité a poursuivi ses travaux au sein du groupe de travail sur les aspects techniques et opérationnels susceptibles de faciliter la mise en œuvre du principe d'accès aux boîtes aux lettres particulières dans les immeubles avec les acteurs concernés (opérateurs, représentants de gestionnaires d'immeubles). A la suite de l'obtention de l'accès aux boîtes aux lettres par Adrexo en juin 2008, des solutions techniques sont recherchées pour les autres opérateurs.

2.2.2 Les commissions consultatives spécialisées

La Commission consultative des réseaux et des services de communications électroniques (CCRSCE) et la Commission consultative des radiocommunications (CCR), commissions consultatives placées auprès du ministre chargé des communications électroniques et de l'ARCEP par la loi du 26 juillet 1996⁵², sont les lieux de la concertation institutionnelle en matière de télécommunications.

Un décret détermine la composition, les attributions et les conditions de fonctionnement des deux commissions consultatives⁵³ dont l'Autorité assure le secrétariat.

Elles sont composées de représentants des fournisseurs de services, de représentants des utilisateurs de services, et de personnalités qualifiées, nommées pour trois ans par le ministre.

51 - Avis du 14 mai 2008 concernant l'autorisation de la technique E(xtended)-SDSL limitée à 3,1 Mb/s au répartiteur dans le cadre de l'accès à la boucle locale de France Télécom, et avis du 15 décembre 2008 relatif à la spécification des dispositifs de type portier électronique insérés sur les paires de cuivre de la boucle locale de France Télécom.

52 - Art. L.33-4 du CPCE.

53 - Décret n°2005-399 du 27 avril 2005, JO du 30 avril 2005.

Ces commissions sont spécifiquement chargées d'examiner les projets de textes réglementaires relatifs à la téléphonie mobile d'une part, et aux réseaux et services de communications électroniques d'autre part. Elles sont consultées par le ministre chargé des communications électroniques ou par l'ARCEP sur tout sujet entrant dans leur domaine de compétence.

La CCR, présidée par Marc Houéry, ingénieur des télécommunications honoraire, s'est réunie à trois reprises en 2008. Ses travaux se sont axés sur le réexamen du cadre communautaire des communications électroniques et ont abordé les thèmes suivants :

- ◆ l'attribution de licences 3G dans la bande 2,1 GHz en France métropolitaine;
- ◆ l'utilisation des bandes de fréquences pour le très haut débit mobile ("dividende numérique", 2,6 GHz);
- ◆ l'évolution des catégories de numéros du plan national de numérotation;
- ◆ la portabilité des numéros;
- ◆ la mise en œuvre des articles de la LME du 4 août 2008;
- ◆ l'accessibilité de la téléphonie mobile aux personnes handicapées;
- ◆ les redevances satellites, PMR;
- ◆ la mise en œuvre du dispositif européen visant à permettre l'utilisation des téléphones mobiles à bord des avions.

La CCRSCE, présidée par Charles Rozmaryn, ancien directeur général de France Télécom et de Cegetel, s'est réunie à deux reprises en 2008 pour délibérer, d'une part, sur un projet de décision de l'ARCEP précisant les méthodes de comptabilisation, de recouvrement et de tarification des coûts liés aux demandes de conservation des numéros mobiles en métropole ainsi qu'un projet de décision fixant l'utilisation des catégories de numéros du plan national de numérotation, d'autre part, sur un projet de décision de l'ARCEP relatif à la publication des mesures d'indicateurs de qualité de service par les opérateurs. Ce projet précise les modalités d'application de la portabilité des numéros mobiles dans le département de la Réunion et la collectivité départementale de Mayotte et il a aussi mis en place un groupe de travail sur l'assouplissement des zones de numérotation élémentaires appliquées aux numéros géographiques.

Il n'existe pas d'instance équivalente dans le secteur postal.

2.2.3 Le comité de l'interconnexion et de l'accès

Ce comité est composé de représentants des opérateurs de réseaux, actifs sur le marché de l'interconnexion, de fournisseurs de services ainsi que d'associations de consommateurs, nommés par décision de l'ARCEP. Le président de l'Autorité en assure la présidence et l'ARCEP, le secrétariat.

Le comité de l'interconnexion et de l'accès est un lieu de discussion et d'échanges entre les acteurs du secteur sur les sujets d'actualité relatifs à l'interconnexion fixe ou mobile.

Le Comité se réunit quatre fois par an. Au cours de l'année 2008, le comité a notamment traité :

- ◆ des travaux relatifs à la nouvelle décision d'analyse des marchés de la téléphonie fixe s'agissant notamment de la levée de la régulation des marchés de détail et de la régulation de la TA fixe (mise en œuvre d'un encadrement tarifaire pluriannuel pour France Télécom et les opérateurs alternatifs) ;
- ◆ des travaux relatifs à l'amélioration et à la fiabilisation des modalités de portabilité des numéros fixes (et qui a notamment entraîné la rédaction de la récente consultation publique sur ce sujet) et à la tarification de la prestation de portabilité des numéros mobiles ;
- ◆ des travaux relatifs à la régulation de la TA vocale mobile pour la métropole et pour la période du 1^{er} juillet 2009 au 31 décembre 2010 (nouvel encadrement tarifaire pour les TA des trois opérateurs métropolitains) ;
- ◆ des travaux relatifs au marché des services à valeur ajoutée.